

Pour quelles politiques de l'éducation ? / P. Antoine Khalifé.
— Extrait de : Annales de philosophie et des sciences
humaines. — N° 5 (1991), pp. 44-54.

Bibliogr.

Notes au bas des pages.

I. Education — Politique gouvernementale. II. Ecoles
professionnelles.

PER L1044 / FP63324P

POUR QUELLES POLITIQUES DE L'EDUCATION ?

P. ANTOINE KHALIFE

INTRODUCTION

Le propos de cet article porte sur les tendances et les évolutions récentes dans le domaine de l'éducation dans le monde. Il ne s'agit pas d'une élaboration exégétique mais d'une étude heuristique soulignant la politique des diverses tendances qui peuvent être discernées en matière d'éducation. Cet article se présente donc comme un document faisant état de plusieurs sources d'information, généralement de caractère officiel ou semi-officiel, mettant en évidence la politique de l'éducation, ses diverses procédures rénovatrices en matière d'enseignement adapté aux objectifs sociétaux et individuels, sans oublier, bien entendu, les divers problèmes qui se posent dans ce domaine.

Démocratisation, recherche de l'équité dans l'enseignement, ouverture de l'école sur la vie active forment l'objet essentiel de cette étude. Mais si, suite au dénombrement effectué, la priorité de l'enseignement technique sur l'enseignement théorique innove une perspective nouvelle dans le domaine de l'éducation, il reste que les conséquences ne sont point encourageantes sur le plan humain et éthique. Une révision des politiques actuelles de l'éducation s'avère alors nécessaire.

I - Les politiques de l'éducation: démocratisation et recherche de l'équité.

A- Démocratisation:

L'accès à l'éducation est considéré comme un facteur très important de l'égalité. En effet, l'égalité des chances demeure une préoccupation essentielle des responsables du développement de l'éducation. Les pays industrialisés, les pays en voie de développement comme les pays encore ruraux se fixent actuellement pour objectif un système d'éducation exempt de discrimination raciale et basé sur des principes démocratiques et égalitaires.

Ainsi, dans certains pays, l'élargissement des chances s'est traduit par l'ouverture de nouvelles écoles rurales. L'Irlande s'apprête à adopter une politique de "discrimination positive" au profit des personnes défavorisées, de manière à assurer l'égalité des chances.

La démocratisation devenue un fait primordial à partir duquel l'enseignement scolaire, la formation pratique et le travail productif doivent aller de pair, l'accent est mis aussi sur un juste équilibre entre le droit de l'individu au développement maximal de ses potentialités et l'exigence légitime de la société que l'enseignement réponde à ses besoins. Si l'éducation est un droit que tout homme se réserve, il reste qu'elle doit rendre service à la société; ce sont là deux principes complémentaires: la Bulgarie et l'Union des républiques socialistes soviétiques, tout en insistant sur le rôle de l'éducation dans le développement personnel, considèrent qu'elles ont aussi pour tâche de renforcer l'Etat et les institutions sociales. Elles trouvent que leur objectif n'est pas seulement de faire des jeunes les dépositaires de connaissances théoriques et pratiques utiles, mais aussi de les amener à devenir des membres actifs et à part entière de la société.

Nous pouvons remarquer alors que les besoins sociaux imposent aujourd'hui une nouvelle politique de l'éducation. C'est ainsi qu'en Australie, un projet nouveau et important, le programme de participation et d'équité, a fourni à un nouveau gouvernement l'occasion de formuler de nouveaux objectifs, auxquels de nombreux autres pays souscrivent aussi: enseignement scolaire positif et efficace, avec égalité des chances, adaptation des établissements d'enseignements à la diversité de la société australienne et aux exigences de son redressement économique.

Pour favoriser davantage le phénomène de démocratisation, on assiste sur le plan administratif à une tendance à la décentralisation qui semble gagner du terrain. La démocratisation semble s'expliquer aussi par le souci d'accroître le rendement de ressources limitées et par l'idée que la participation de la base est le meilleur moyen d'assurer l'efficacité du processus éducatif. C'est dans les Etats d'Amérique du Sud et du centre que cette tendance est la plus marquée. (Mexique-Argentine). Au Nicaragua la décentralisation est considérée comme une étape positive sur la voie de la participation; l'éducation qui implique un travail créatif, exige l'engagement direct de toute la population. La France, par exemple, a engagé dans un premier temps, un processus de régionalisation des responsabilités administratives. Ailleurs, (Emirats arabes unis), une planification centrale de l'éducation n'est pas jugée incompatible avec une politique de décentralisation de l'exécution des plans. Enfin, la Suisse et

l'Allemagne souhaitent donner aux écoles "une plus grande liberté de décider et d'agir en toute indépendance".

Outre le phénomène de démocratisation, les politiques de l'éducation ont misé sur la recherche de l'équité; en d'autres termes, quelles sont les modalités les plus équitables de scolarisation?

B - La recherche de l'équité

Pour arriver à des modalités équitables de scolarisation, il faudrait se pencher sur les directives suivantes: miser sur l'éducation préscolaire - mettre l'accent sur l'enseignement primaire - universaliser l'enseignement primaire et montrer son rôle dans l'alphabétisation - réformer l'enseignement secondaire. Il s'agit en somme d'introduire de véritables réformes dans la politique de l'enseignement scolaire.

Au niveau de l'enseignement préprimaire auquel les Etats arabes semblent s'intéresser tout particulièrement, de très nombreux développements sont signalés: dans son plan quinquennal pour 1981-1985, le Koweït a donné priorité à la création de jardins d'enfants. L'Egypte envisage d'accroître les responsabilités de ses établissements préprimaires qui dispenseront non seulement un enseignement scolaire, mais aussi une éducation culturelle et sanitaire. Les Emirats arabes unis ont indiqué que les effectifs de l'éducation préscolaire ont presque doublé depuis 1985.

Aux Pays-Bas, la réorganisation de l'enseignement primaire a commencé en 1974 du point de vue juridique, administratif et pédagogique. Ce processus comporte une fusion des écoles maternelles et primaires pour constituer de nouveaux établissements primaires où l'accent sera mis sur le développement individuel de chaque enfant.

D'autre part, pour un très grand nombre de pays, l'enseignement primaire universel, combiné avec la lutte contre l'analphabétisme, demeure une préoccupation primordiale. La déclaration sur l'alphabétisation, adoptée en janvier 1982 à Udaipur, proclame l'ampleur de la tâche: "Les dimensions planétaires des injustices sociales et humaines qu'implique l'analphabétisme sont un défi pour la conscience du monde."⁽¹⁾

1 - (Toronto, Canada, Conseil international des adultes; Bonn, Fondation allemande pour le développement international, 1983).

La documentation rassemblée pour la conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique des Etats membres d'Afrique (Harare, juin - juillet 1982) montre que dans les pays développés, environ 93% des enfants de 6 à 11 ans étaient scolarisés en 1980, contre 68% dans les pays en voie de développement, où on passera peut-être à 79% en l'an 2000⁽²⁾.

L'Unesco estime qu'il y avait en Amérique latine, en 1970, près de 27% d'analphabètes et prévoit que ce chiffre tombera à 17% en 1985 et à 10% à la fin du siècle.

Ainsi, l'objectif assigné à la troisième décennie des Nations Unies demeure: une généralisation maximale de l'éducation pour tous, l'élimination ou une réduction considérable de l'analphabétisme et, autant que possible, la scolarisation universelle dans l'enseignement primaire d'ici à l'an 2000.

Dans le secondaire, des mesures sont prises pour assurer la gratuité de l'enseignement secondaire et orienter par là même les efforts vers une démocratisation accrue située dans la perspective d'une conception moins classique de la mission de l'école secondaire. On voit certains pays par exemple reconsidérer l'orientation générale de l'enseignement secondaire: en Allemagne de l'Est, de nouveaux programmes ont été définis, et entre autres mesures la révision de 80 manuels et livres du maître a été entreprise pour faire une plus grande place à une approche centrée sur les problèmes actuels, aux applications des connaissances, aux activités de caractère à la fois intellectuel et pratique et à la personnalisation de l'apprentissage. En bref, on assiste en général à un renforcement de l'enseignement secondaire dans le but d'avoir accès à un enseignement supérieur plus propice, lequel serait ouvert sur la vie pratique, active.

Si on aborde la politique même de l'enseignement scolaire, on constate une pénurie d'enseignants qualifiés et plus particulièrement en mathématiques et en sciences; d'où l'importance cruciale de la formation des maîtres, surtout que réformes et innovations ne peuvent porter leurs fruits si l'on ne dispose pas d'enseignants qui ont été préparés à les mettre en œuvre. Pour certains pays la difficulté de retenir les bons enseignants relève de l'insuffisance des

2 - (Cf. Unesco. L'éducation et le développement endogène en Afrique: évolution, problèmes, perspectives. Paris, 1982, p. 31, tableau 10 (ED - 82 / MINEDAF / 3) Rapport présenté à la conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique des Etats membres d'Afrique, Harare, 1982.)

traitements, d'où la nécessité d'améliorer leur situation sociale et économique. D'autre part, pour accroître les qualifications des enseignants, on tend à leur donner une formation supérieure (Argentine, Turquie, Bulgarie) comme par exemple, le fait de porter à cinq ans la durée des programmes de formation des enseignants (Allemagne de l'Est)

Dans cette même optique, le Japon a créé en 1983 l'Université d'éducation de Naruto, nouveau type d'établissement de formation des maîtres destiné à promouvoir la recherche pédagogique pratique ayant un intérêt immédiat pour l'enseignement. (Assurer la formation initiale d'enseignants du primaire et du secondaire).

On voit donc à l'évidence que les principales préoccupations des responsables de la définition des politiques sont le souci d'accroître d'une part l'utilité de l'enseignement scolaire qui devrait être plus ouvert sur la vie active et d'autre part l'utilité de l'enseignement supérieur dont le but est de produire des personnels très qualifiés (Pour la seule union des républiques socialistes soviétiques, on note la formation d'une dizaine de millions de cadres de 1976 à 1981, dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les écoles secondaires spécialisées.). Cette interaction entre l'éducation et le travail productif a mené à des modifications de structure et à des changements dans l'enseignement supérieur: une forme nouvelle et différenciée d'enseignement universitaire a été introduite avec beaucoup d'ampleur dans les pays industrialisés, mais avec des progrès beaucoup plus modestes dans les pays en voie de développement.

De plus en plus, on voit actuellement les responsables de l'éducation au monde miser sur l'enseignement technique dans un but bien précis. Aujourd'hui, dans certains pays on assiste à l'ouverture de l'école sur la vie active. Cette priorité de l'enseignement technique sur l'enseignement théorique innove une perspective entièrement nouvelle dans le domaine de l'éducation. Les desseins de cette nouvelle orientation sont certes bien tracés et exécutés malgré un certain nombre de questions et de problèmes qu'ils soulèvent; mais les conséquences que cette nouvelle politique entraîne aussi avantageuses soient-elles sur le plan du perfectionnement de la technique, demeurent par certains côtés ambiguës, douteuses, voire même dangereuses sur le plan humain et éthique.

II - L'ouverture de l'école sur la vie active

A - But de l'enseignement technique

Le lien entre l'éducation et la vie active se fait de plus en plus remarquer, notamment dans un environnement où la science et la technologie ont une place prédominante. Non seulement l'éducation est orientée vers le travail, mais on insiste surtout sur l'acquisition du savoir-faire. De nouveaux établissements d'enseignement technique sont créés. On voit introduire l'enseignement technique dans le primaire et dans le secondaire. Cet important aspect de l'éducation présente des caractéristiques communes dans les pays industrialisés et en voie de développement. En effet, pour appliquer une nouvelle philosophie d' "éducation combinée avec la production", il a fallu intégrer l'école à son environnement et à la vie active, créer de nouveaux liens entre l'enseignement professionnel et l'industrie (Ukraine, République socialiste, Pays-Bas, Belgique, République centrafricaine, Norvège, Maroc, Colombie...)

Des établissements secondaires distincts d'enseignement technique existent déjà dans de nombreux pays qui signalent un certain nombre de faits nouveaux. A titre d'exemple, en Tchécoslovaquie, des instructions qui ont pour objet de combiner l'enseignement et l'emploi, ont été publiées et le nombre des spécialisations a été ramené de 161 à 97. De plus, aujourd'hui, il est envisagé de créer un nouveau type de centre d'apprentissage pour répondre aux exigences des nouvelles technologies. Enfin, en République démocratique allemande le plan quinquennal pour 1981 - 1985 a assigné à la formation professionnelle la tâche de produire environ un million de jeunes travailleurs qualifiés et d'élever le niveau de qualification des travailleurs soit un million et demi de personnes qui suivent des programmes d'éducation permanente.

Si nous nous attardons un peu sur les conséquences de cette éducation orientée vers le travail technique, nous trouvons qu'elles sont d'un côté avantageuses, mais aussi d'un autre côté elles soulèvent un certain nombre de questions et de problèmes.

B - Conséquences

Cette éducation orientée vers le travail peut être bénéfique. Sur le plan théorique, cette orientation a contraint les élèves à se faire une idée plus claire de la nature de l'emploi et à respecter le travail. (Suède). Sur le plan pratique, la mise en place de moyens de recyclage des jeunes chômeurs est un aspect de cette tâche. (Finlande). En effet, l'élément technique de l'enseignement peut servir à stimuler des élèves insuffisamment motivés et déprimés par la perspective du chômage.

D'autre part, s'il est manifeste que l'enseignement technique aujourd'hui l'emporte sur l'enseignement théorique qui tend à s'estomper, il faudrait résoudre dans ce cas là un problème assez grave qui menace l'éducation en tant que telle et qu'on daigne à peine aborder. Il faut penser à préserver l'équilibre entre les éléments d'enseignement général, et les connaissances théoriques et pratiques orientées vers les exigences de la vie active, pour éviter une spécialisation trop étroite. Or, les programmes techniques, professionnels et communautaires se sont multipliés spontanément, d'une façon anarchique, sans coordination et tendent à ravalier l'enseignement théorique ou général à un niveau très inférieur. Plus encore les divers procédés que certains pays prennent pour leur propre méthodologie de travail, leur politique d'innovation et de rénovation dans le contenu de l'éducation, leurs auxiliaires pédagogiques de l'évaluation de cette nouvelle orientation, tous ces procédés intégrés aux nouvelles politiques de l'éducation contribuent à affaiblir progressivement l'enseignement théorique en essayant de renforcer les programmes de l'enseignement technique.

Ainsi, actuellement, pays développés et pays en voie de développement sont en majeure partie, préoccupés par l'étude des moyens d'élever le niveau de formation polytechnique dans l'enseignement des sciences. Dans toutes leurs recherches deux ou trois de leurs préoccupations semblent primordiales: Quelle est la relation précise entre l'enseignement professionnel et le travail ? Quel est le meilleur moyen de renforcer cette relation? Comment l'enseignement et la formation peuvent-ils suivre l'évolution rapide du marché du travail provoquée par les progrès de la science et de la technologie?

Dans la même optique, certains pays adaptent de plus en plus les programmes d'enseignement aux objectifs sociétaux en essayant de porter leurs efforts sur les aspects scientifiques et technologiques de ces programmes (Etats-Unis d'Amérique, France, U.R.S.S.).

Evidemment, on a pris conscience de cette poussée inévitable de la science et de la technologie. Par désir de contrebalancer cette poussée, des recherches ont été faites pour donner plus de poids dans les programmes aux sciences sociales, à la littérature, à l'histoire et à la géographie, bref aux sciences humaines en général. Ainsi, on a timidement et insuffisamment pensé lors des recherches à améliorer l'étude des langues (Belgique, Mexique, République - Unie de Tanzanie). D'autre part, à peine si on a effleuré des recherches d'ordre plus général portées sur la manière de transmettre la culture traditionnelle d'un pays, ainsi que sur l'éducation morale et la formation du caractère.

Fait remarquable: peu de pays aujourd'hui font état de véritables recherches fondamentales pour améliorer tout en les renforçant les sciences humaines qui tendent à disparaître. C'est seulement dans quelques pays que l'éducation morale et civique ainsi que la formation du caractère occupent une place du premier ordre (Le Japon, Le Pérou, La République socialiste soviétique d'Ukraine). En 1982, Le Japon a convoqué une conférence destinée à promouvoir des mesures "pour le développement d'une personnalité bien équilibrée", conformément à l'objectif qu'il a assigné à son système éducatif: faire en sorte que les élèves soient quand ils terminent leurs études, "intellectuellement, moralement et physiquement bien équilibrés". En effet, la formation du caractère est un aspect très important de l'éducation parce qu'elle est la source de qualités précieuses pour la vie civique et sociale et pour le travail productif.

Si nous avons à évaluer les tendances et les évolutions récentes en matière d'éducation, disons qu'une politique de l'éducation qui ne prend pas en considération le développement de l'humain en l'homme, plus encore, qui contrecarre même involontairement ce développement en annihilant l'épanouissement de tout sens spirituel, éthique et religieux chez lui, n'est pas une politique de l'éducation. En effet, à l'évolution récente et de plus en plus perfectionnée de l'enseignement du technique, correspond une régression de plus en plus dégradée de l'éducation de l'homme. Fait significatif: Aujourd'hui, les mots "enseigner" et "éduquer" sont tellement confondus, on abuse tellement de leur emploi qu'ils se vident de tout contenu propre et tendent à perdre dans l'analyse contemporaine toute dimension heuristique. Pour cette raison, il faudrait penser à resituer les termes et les expressions relatifs au domaine de l'éducation et qui deviennent dépouillés de leur propre connotation à cause du faux usage qu'on leur attribue souvent. Il faut remettre les mots à leur place, les restituer dans leur cadre afin d'éviter toute confusion des plans dans l'ordre même de la compréhension de toute expectative.

Certains termes et expressions employés sur cette étude qui dénombre l'évolution des tendances en matière d'éducation sont propres aux pays qui ont effectué des rénovations ou des innovations dans ce domaine ("Education", "Enseignement", "Politique de l'éducation"...) or, il est intéressant de souligner dans cette perspective la distinction entre "enseignement" et "éducation". C'est ce que les pays concernés par leurs nouvelles "politiques éducatives" oublient ou omettent de faire.

Par "enseigner", on entend l'art de transmettre à un élève ou à un étudiant des connaissances d'une manière habituelle et le plus souvent organisée, en

l'orientant c'est-à-dire en lui indiquant un chemin à suivre qui le mène à un but bien déterminé. A priori, tout enseignant est sensé aider ses élèves ou ses étudiants à recueillir et à assimiler les connaissances scientifiques, littéraires ou autres qu'il leur offre.

Par "éduquer", l'éducateur institue (faire pénétrer) "l'humanité dans l'homme". En d'autres termes, il s'agit d'éduquer l'élève en mettant en œuvre des moyens propres à assurer sa formation et son développement. L'éducateur rassemble tous ses efforts pour l'éveiller et le sensibiliser à ce qu'il est et à ce qu'il doit être au sein de sa société, lui insufflant par là-même tout un monde de valeurs sociales, psychologiques, éthiques, religieuses, esthétiques, etc... à savoir que le mot valeur signifie "ce qui mérite d'être". Cet acheminement vers la vie, l'enfant et l'adolescent l'entreprennent grâce au souffle formateur de leurs éducateurs.

Partant de cette distinction entre ces deux termes, et si nous retournons à notre étude, nous constatons actuellement que l'enseignement poussé du technique, les diverses rénovations et innovations dans ce domaine, font qu'il est prospère et qu'à ce niveau - là de grands progrès ont été signalés. Mais paradoxalement, on ne peut pas parler en même temps de l'amélioration de l'éducation. Beaucoup d'encre a coulé et coule encore sur les retombées du perfectionnement de la technique qui a fait de l'homme social, spirituel et religieux, un homme unidimensionnel, un technocrate qui cherche à définir l'être humain et l'activité de la société en termes "d'expansion matérielle" et à développer celle-ci aux dépens de la vie humaine. C'est pourquoi une nouvelle politique de l'éducation s'impose d'urgence, une politique de l'éducation qui restituerait son vrai sens au mot éducation, et qui tout en encourageant le perfectionnement de l'enseignement technique, saurait comment prendre en considération l'idée du développement intégral de l'homme, c'est-à-dire, de cultiver en lui le sens humain qui tend à disparaître progressivement.

Il est temps que les sociétés de la fin du XXème siècle cessent de s'imaginer tout comme Sisyphe, heureuses...

BIBLIOGRAPHIE

- **L'éducation dans le monde,**
V.Politique, législation et administration de l'éducation, Unesco, 1972,
Année internationale du livre.
- **Les universités et l'éducation relative à l'environnement,**
Unesco et Association internationale des universités, 1988.
- **Les perspectives de la planification de l'éducation,**
Institut international de planification de l'éducation, Unesco, 1989.
- Gabriele Göttelmann: **Stratégies d'innovations technologiques et politiques éducatives,** Unesco, 1989.
- **Education permanente et potentiel universitaire,** Unesco, 1989.
- Chaï Hon - Chan: **Planification de l'éducation pour une société pluraliste,** Unesco, 1971.
- Martin Carnoy, Henry M. Levin, Kenneth King:
Education, travail et emploi - II
- **Réflexion sur le développement futur de l'éducation,** Unesco, 1988.
- M. Siguan, W.F. Mackey: **Education et bilinguisme,** Unesco, 1986.
- **La Génération de la Relève,** Bureau pédagogique des Saints Coeurs,
Beyrouth, 1989.
- C.A. Anderson, **Le contexte social de la planification de l'éducation,**
Unesco, 1981.
- **L'éducation: pour la coopération internationale et la paix dans l'enseignement primaire,** Unesco, 1984.
- **Introduction aux sciences de l'éducation,** Unesco, 1985.

- Daniel Haag, **Pour le droit à l'éducation: quelle gestion?** Unesco, 1981.
- Michel Carson, **L'éducation et le monde du travail**, Unesco, 1984.
- **Annuaire international de l'éducation**, Unesco, (7 volumes, 1980... 1986).
- **Le nouvel ordre international et l'enseignement supérieur**, Unesco, 1986.
- Maureen Woodhall, **L'analyse coût - bénéfice dans la planification de l'éducation**, Unesco, 1970.
- **L'éducation et la drogue - Prévenir**, Unesco, 1987.
- **L'administrateur de l'éducation et les moyens d'enseignement**, Unesco, 1984..